

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«*Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée*» V. Hugo.

N° **1184**-mars 2017 NUMÉRO SPÉCIAL

LE REVENU UNIVERSEL ? *OUI, ON PEUT !*

Voici quelques extraits de la lettre d'un fidèle abonné qui nous a incités, puisqu'enfin l'idée d'un revenu garanti est d'actualité, à consacrer ce numéro de mars à un rappel de l'essentiel de nos propositions :

Comme beaucoup de nos concitoyens je n'attends plus grand'chose des gens au pouvoir, et j'ai "allègrement" zappé les Primaires de la droite.

Mais l'un des candidats de la gauche portait haut et fort un programme dont l'une des mesures phares est le **revenu universel** ! Alors il m'a semblé intéressant que, 80 ans après La Grande Relève, un homme politique s'en fasse le porte-voix... et de façon assez courageuse pour faire de lui la cible de presque tous les autres "socialistes" !

Bien que Benoît Hamon ait semblé extrêmement déterminé, il ne semblait alors pas en mesure de gagner la Primaire, faute d'apporter la preuve de la faisabilité économique de son projet de revenu universel face aux attaques le chiffant "dans la stratosphère". Comme s'il n'avait pas les arguments, mais que, comme un naufragé dans la tempête s'accroche à son radeau, il s'arc-boutait à cette mesure phare sans vraiment arriver à faire la démonstration de sa justesse. D'une certaine manière il me faisait de la peine, car bien qu'il tienne fermement le cap, il ne proposait pas d'arguments suffisamment convaincants.

À l'issue du premier tour je me demandais ce que B. Hamon connaît "de l'historique" du revenu universel, de La Grande Relève et de tout le travail, de toutes les réflexions, au long des années, que vous avez eues à ce sujet ... ce qui l'aiderait à pouvoir répondre à toutes les objections contraires et à les vaincre. J'ai donc eu envie de vous inciter à le contacter afin de le fortifier dans sa vision. En effet, c'est sans doute la première fois que le revenu universel est débattu de façon aussi médiatique et pour beaucoup de gens cela reste une abstraction - attractive pour beaucoup, mais irréaliste - d'autant que les adversaires et les experts, "ceux qui savent" disent que c'est une folie économique. Moi-même, lorsque j'ai assisté à une conférence de M-L Duboin il y a une vingtaine d'années à Genève, je n'avais **jamais entendu parler** du revenu universel, mais

cette **présentation m'a intéressé et je vous suis depuis cette date.**

Si Benoît Hamon n'avait pas été finaliste, la trappe se serait momentanément refermée.

Fort heureusement, c'est lui qui a gagné la Primaire, bien que Manuel Valls ait redoublé ses attaques, se présentant comme l'homme d'expérience à la stature présidentielle, faisant tout ce qu'il pouvait pour déconsidérer son adversaire, recourant même au vieux slogan "Moi ou la défaite !". Y en a marre de ces types à l'ego si imposant qu'ils empêchent toute discussion paisible et constructive, tellement sûrs d'eux et de la doctrine capitaliste libérale ("assujettis" à leurs grands pontes) qu'il n'y a aucun espoir d'idées nouvelles avec eux !

À l'opposé, B. Hamon (j'espère que sa victoire ne lui a pas tourné la tête !), qui a dit «Je ne suis pas l'homme providentiel, je crois en l'intelligence collective», ce qui est plutôt rafraîchissant, serait donc vecteur de beaucoup plus d'horizontalité, de partage des initiatives et des responsabilités.

Juste proposer le revenu universel est considéré par la majorité de la classe politique, des experts économistes et des médias, c'est pratiquement comme exiger "l'abolition de l'esclavage" aux propriétaires terriens du Sud (qui ont fait une guerre pour ça !). Les grands patrons de l'industrie et du commerce s'étranglent si on leur demande de renoncer à leur outil de pression et de domination sur les travailleurs ! Si les ouvriers ne sont plus "contraints" d'être exploités pour survivre... comment feront-ils encore leurs bénéfices éhontés ?

J'ai bien compris les grandes lignes du programme de B. Hamon, mais en relation avec le revenu universel cela ne me semble crédible que dans un contexte de **retour à la souveraineté monétaire.**

Il faut donc essayer de l'amener au-delà du revenu universel à la vaste vision... de l'économie distributive.

Et puisque la lumière des projecteurs est actuellement braquée sur cet aspect important de nos propositions

économiques, c'est une occasion précieuse de mettre enfin l'économie distributive en pleine lumière.

Il serait **très profitable de saisir cette opportunité** d'en faire connaître la réalité, car au-delà des cris d'orfraie des tenants du système ultra-libéral, je suis persuadé que pour beaucoup de personnes peu informées c'est désormais un thème capable de **susciter leur curiosité et leur intérêt.** Pour le bénéfice du plus grand nombre et la possibilité d'une véritable alternative politique, économique, écologique, sociale, relationnelle ...

Il y a encore assez de gens intelligents pour s'intéresser à une économie alternative sérieuse, comprendre la valeur de votre approche de la société (et aux trésors de réflexion des numéros passés) encore faut-il... qu'ils en connaissent l'existence !

Or, si cette ouverture se referme brutalement, alors **les préjugés** sur le revenu universel auront gagné et il sera beaucoup plus difficile ultérieurement de faire changer d'avis à son sujet.

Benoît Hamon doit être solidement armé et avoir tous les arguments "concrets" pour faire avancer cette idée malgré toutes les attaques du "capital" et de tous ceux qui ont intérêt à ce que l'ancien régime continue, pour maintenir leurs privilèges exorbitants, honteux, voire ... criminels. Et même si la victoire des idées n'est pas pour cette fois, aider à la conceptualiser dans l'esprit de tous les "indignés, révoltés, insoumis, nuit debout, etc." contribuera à faire un jour rempart contre les profiteurs.

Quant à Macron le bluffeur, sa popularité semble si artificiellement gonflée (par les tenants du capital) qu'elle ne se retrouvera sans doute pas dans les urnes.... Mais si les gens sont assez bêtes pour le mettre au deuxième tour face à Marine Le Pen ... ce sera tant pis pour eux, c'est-à-dire aussi... pour nous ! Telle est la loi de ce genre de ... "démocratie" !

B. V. , La Roque d'Olmes

Le vrai changement c'est sortir de l'économie de l'échange et inventer l'économie du partage !

X — Êtes-vous pour le revenu universel ?

La Grande Relève — Pour un revenu garanti, individuel, inconditionnel, oui... Mais ce sera très difficile d'en obtenir un financement convenable dans le système capitaliste parce que c'est aller à l'encontre de ses principes fondamentaux.

X — Êtes-vous de ceux qui pensent que les nouvelles technologies vont entraîner la fin du travail* ?

La Grande Relève — Pas du tout. Évoquer la fin du travail* est une absurdité, parce que du travail*, il y en aura toujours. Et sans doute de plus en plus. Dans toutes les activités concernant les soins aux autres, et d'abord dans l'éducation. Dans la recherche, dans l'exploration, dans la créativité dans tous les domaines de la connaissance et des arts. Dans l'information au présent et dans la participation aux débats politiques, etc. Mais c'est la **fin des emplois salariés** : ils disparaissent déjà à toute allure. Et les nouvelles technologies vont en supprimer encore bien plus qu'elles n'en créeront. Pour une raison très simple : un employeur ne crée ou ne maintient un emploi que s'il peut en tirer plus de profit qu'en utilisant un robot !

X — C'est pour cette raison que Jacques Duboin, le fondateur de ce journal, a créé l'économie distributive ?

La Grande Relève — Il n'en a créé que le terme !

X — De quoi s'agit-il ? Et en quoi cela s'oppose-t-il au système actuel ?

La Grande Relève — Le terme d'**économie distributive** se comprend quand on l'oppose aux processus de **RE**distribution qui consistent, pour organiser une sorte de charité publique, à reprendre aux uns, par l'impôt ou des taxes, un peu de ce qu'ils estiment avoir bien gagné...

LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? C'EST DE LA FIN DU SALARIAT DONT IL S'AGIT !

Faute d'un terme parfait, on peut désigner l'ensemble de ces propositions par le terme d'**économie de partage**, pour

montrer qu'il s'agit de changer la façon dont les richesses sont réparties, ou par celui de **démocratie économique**, pour souligner que c'est introduire la démocratie dans le domaine économique dont elle est aujourd'hui complètement exclue. On aborde alors le fonctionnement d'une économie dans laquelle ce n'est plus la finance qui commande, parce que le rôle de la monnaie ne permet plus que toute activité soit soumise à la loi du profit.

*le mot TRAVAIL est employé ici dans le sens qu'en donne le dictionnaire Larousse = activité de l'homme appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose.

Et c'est le terme d'**économie des besoins** qui convient pour mettre en relief le fait que c'est par leurs fondements que "distributisme" et capitalisme s'opposent totalement.

X — Mais des besoins, il y en a infiniment !

La Grande Relève — D'autant plus que le capitalisme s'emploie à en créer d'artificiels !! Mais vous avez raison, il est impossible de les satisfaire tous, donc il faut faire des choix.

Alors comment ? Sur quels critères ?

Le rôle de l'économie est de produire des biens et des services, qui parviennent aux consommateurs par la vente. Les décisions déterminantes concernent donc la production : qui, quand, comment est fait le choix de ce qui va être produit, avec quels moyens, et pour l'usage de quels acheteurs ? Les économistes orthodoxes, pour qui le système capitaliste est éternel, affirment qu'il existe une loi universelle qui, en rendant ces choix automatiques, dispense de perdre du temps à en discuter. C'est **la loi du marché**. Et elle est très simple : on n'entreprend quoi que ce soit qu'en vue du profit financier à en tirer. Il faut donc choisir ce qui rapporte le plus.

Or les "investisseurs" disposent aujourd'hui de prodigieux moyens de calcul pour prévoir, en permanence, les rentabilités escomptables, partout dans le monde. Cette expertise mathématique leur désigne les entreprises dont le "retour" s'annonce le plus "rentable", c'est donc celles qu'ils choisissent pour y placer l'argent qui leur est confié pour le faire "fructifier", et qui constitue les "avances" nécessaires pour produire.

Ce choix des entreprises implique celui de leurs modes de production, des emplois dont elles ont besoin, et de toute la publicité qu'elles déploient pour pousser les consommateurs à acheter leurs produits.

Le verdict est prononcé par la vente. Si ce qui a été produit trouve client, c'est la preuve que c'était bien, donc le marché a raison

de permettre à l'entreprise de continuer, croître et prospérer ; et sinon, s'il y a trop d'invendus, c'est que ça n'intéresse personne, le marché a encore raison en menaçant de faillite les entreprises à qui la vente n'a pas assez "rapporté".

Voilà comment un seul et unique critère, celui de la rentabilité, pilote toute l'économie capitaliste qui se trouve ainsi dévoyée.

X — À première vue, on pourrait pourtant dire que «le client est roi» puisque c'est lui qui décide de la production par le choix de ses achats. Il vote avec son porte-monnaie, et la production s'adapte à ses choix...

La Grande Relève — En apparence seulement, car c'est oublier l'essentiel. Ce vote par le porte-monnaie est complètement faussé par le fait que certains ont mille fois plus de bulletins de vote que la moyenne, tandis que d'autres n'en ont même aucun ! Un tel vote ne permettrait d'adapter la production aux besoins de tous que si chacun avait droit à une voix, donc si tout le monde disposait du même revenu. Mais dans les

conditions actuelles, la production n'est faite que pour satisfaire les besoins dits "solvable", c'est-à-dire ceux des clients éventuels qui peuvent payer. Or produire pour eux du luxe

ou des gadgets inutiles est bien plus "intéressant" que se consacrer, par exemple, à une agriculture saine qui exige beaucoup de savoir et de main d'œuvre...

Alors c'est tant pis pour tous les autres, pour l'environnement, pour la préservation des ressources non renouvelables, pour la santé, etc.

Et vive l'agriculture extensive et les intrants qui rapportent !

Et aussi... tant mieux si quelques tricheries suscitées par l'appât du gain permettent de gagner un peu plus ...!

X. — Donc, le "distributisme" s'oppose au capitalisme en refusant de soumettre l'économie à la loi du marché ?

LA PSEUDO "LOI" DU MARCHÉ DISPENSE DE BIEN DES CONCERTATIONS

La Grande Relève — Oui. D'abord parce que ce n'est pas une loi de la nature, universelle et éternelle comme le prétendent les économistes classiques.

Et surtout parce que cette pseudo loi a bien d'autres aspects trop lourds de conséquences...

À commencer par le fait qu'elle dispense les élus de leur responsabilité économique. Ainsi quand une entreprise privée congédie ses employés pour se délocaliser, pour être "plus compétitive" en payant moins de salaires et moins d'impôts, c'est une affaire privée, donc le gouvernement ne peut que laisser faire puisque ce n'est pas de son ressort... !

Ensuite parce que cette quête aveugle du profit crée une rivalité permanente, une situation de guerre de tous contre tous, employeurs et employés sont stressés par la peur de perdre leur situation. Ce "chacun pour soi" détruit donc la société.

En outre cette loi du marché est celle du "laisser-faire", celle de la "liberté d'entreprendre" que ses farouches défenseurs prétendent nécessaire pour stimuler une inventivité qui serait synonyme de progrès social. C'est doublement faux : la liberté d'entreprendre est réservée à la minorité qui a les moyens financiers suffisants ; l'immense majorité ne peut créer qu'en empruntant, donc en se soumettant par la dette à l'obligation de rentabilité pour verser les intérêts exigés par ses créanciers.

Et puis surtout c'est laisser faire n'importe quoi, avec tous les dangers qu'entraîne une telle insouciance. Avec le formidable développement des technologies (nanotechnologies, intelligence artificielle, interventions sur le génome, etc.) s'ouvrent de telles immenses possibilités souvent porteuses de lourdes conséquences, qu'il devient urgent, au contraire, de veiller à limiter les risques au maximum ! Des décisions aussi importantes pour le devenir de l'humanité doivent être basées sur la raison. Au lieu de

laisser faire "la main invisible" du profit, il faut diffuser l'information et instaurer concertations et débats.

X.— *Je ne vois pas comment peut fonctionner une économie non soumise à la loi du marché !*

La Grande Relève — Parce que l'imagination est bloquée par la religion de l'échange marchand...

Si l'économie ne lui est plus soumise, c'est aux êtres humains concernés de l'organiser. En renversant la vapeur : au lieu de laisser la finance piloter l'économie, ils peuvent la mettre au service de leurs besoins économiques.

X.— *C'est donc d'une réforme monétaire qu'il s'agit ?*

La Grande Relève — Bien plus que d'une réforme ! Toutes les réformes imaginables dans le système capitaliste ont été essayées et ont échoué.

Pour s'affranchir de la dictature de la finance il faut s'en prendre à son fonctionnement, au rôle que joue son arme, qui est la monnaie, pour la désamorcer.

La difficulté vient d'abord du fait que les économistes ont bien soin d'éluider ce sujet qui les dérange. Le résultat est que les gens, dans leur immense majorité, sont prêts à croire n'importe quoi, par exemple à propos de la création monétaire. Ou au sujet des dettes souveraines : quand on leur affirme qu'ils doivent se serrer la ceinture pour que l'État puisse rembourser, sinon ce serait condamner d'avance leurs enfants à payer à leur place, ils se sentent coupables et sont prêts à accepter.

X — *Vous pensez donc que, je cite, «notre ennemi, c'est la finance» !*

La Grande Relève — Nous ne nous contentons pas de le déclarer, nous le montrons. Mais si nous avons tant de mal à nous faire

LE «LAISSER-FAIRE»

... N'IMPORTE QUOI

C'EST DÉTRUIRE LA

SOCIÉTÉ HUMAINE

entendre, c'est parce que c'est oser aborder un domaine réputé si compliqué qu'il ne serait accessible qu'à quelques spécialistes, qui peuvent ainsi en parler doctement... à leur guise !

Et pourtant, nous sommes tous concernés par le fait que le monde est dominé par l'argent. Comme M-L Duboin le montre dans son livre *Mais où va l'argent ?*, tant qu'une majorité de gens refusera d'essayer de comprendre les mécanismes qui nous ont conduits à la situation catastrophique actuelle, elle ne fera qu'empirer. Admettre qu'il est "normal" qu'on n'y entende rien, qu'on ne peut donc que laisser faire ceux qui savent, et qui tiennent à ce que rien ne change, c'est permettre que rien ne change.

X — *Faut-il comprendre que vous voulez supprimer la monnaie ?*

La Grande Relève — Non, parce que l'économie doit être sérieusement gérée, ne serait-ce que pour éviter le gaspillage des ressources non renouvelables... C'est à cette gestion que doit servir la monnaie, permettre de compter tout ce qu'il faut **é-co-no-mi-ser**. Mais tout le reste, tout ce qui peut, sans danger, être consommé sans limite, et qui d'ailleurs n'est en général pas mesurable, doit être **gratuit**.

X — *La croissance cesse donc d'être un impératif, sauf pour les connaissances, la culture, l'art, etc.*

La Grande Relève — Oui, car, en résumé, l'objectif de l'économie des besoins est de produire et mettre à disposition, de façon raisonnée, c'est-à-dire en tenant compte des moyens disponibles et des retombées possibles, ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins de tous, en commençant par les plus vitaux, puis, dans la mesure du possible, les plus souhaitables et les moins indispensables.

Presque chaque mot de ce résumé suscite des questions telles que : Comment *produire* ? Comment *mettre à disposition* ? Que veut dire *de façon raisonnée* ? Comment savoir *quels sont les "moyens disponibles"* ? ... Etc.

On entre là dans le détail des modalités de fonctionnement que depuis 1935, et pas seulement en France, des milliers de gens ont avec nous envisagé, imaginé, discuté.

Et, en général, plusieurs solutions sont possibles.

Or c'est aux personnes concernées d'en décider, les modalités adoptées peuvent donc être différentes selon les lieux et modifiées au cours du temps.

C'est là un premier point important : la démocratie apporte à l'économie une véritable souplesse : il devient possible d'en adapter l'organisation aux conditions locales et les modalités peuvent enfin évoluer avec les moyens de production.

En envisageant ces diverses modalités, on comprend à quel point s'affranchir des

**LA MONNAIE DOIT PERMETTRE
DE GÉRER CE QUI DOIT ÊTRE
É-CO-NO-MI-SÉ.**

LE RESTE PEUT ÊTRE GRATUIT.

impératifs figés de la loi du marché, est une véritable libération. On découvre tous les verrous qui s'ouvrent, toutes les possibilités qui ne sont que des

rêves dans le système du profit, tous les interdits qui bloquent même les imaginations, et tous les dangers vers lesquels nous précipite cette course en avant pour une croissance hors de toute mesure, par une compétition qui, même "libre et non faussée", est mortifère.

X — *Si ce n'est plus le profit qui stimule les activités, mais où va-t-on !*

La Grande Relève — Vers le contraire de cette lutte permanente : vers la coopération qui, outre qu'elle rend la vie humaine moins violente, est économiquement bien plus efficace et plus productrice de qualité.

On va s'en apercevoir dans tous les domaines, à tous les niveaux. Commençons par les choix économiques déterminants :

quelles productions faut-il mettre en route et avec quels moyens ? Ces décisions essentielles sont **politiques**. Elles résultent du débat démocratique qui est organisé de façon à ce qu'un maximum d'informations objectives puisse être pris en compte. Cette prospection revient à l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE). Sa mission n'est pas seulement la publication de bilans, il lui revient de recenser et de rendre publics, en permanence, les besoins, les moyens matériels accessibles, le personnel disponible, les méthodes envisageables et leurs retombées prévisibles.

Le recensement des ventes passées fait partie des informations qui lui sont nécessaires pour évaluer les besoins, y compris ceux destinés à des contrats d'échanges avec l'extérieur.

Les propositions de travail, sous forme de contrats civiques (on verra plus loin) lui permettent de connaître les moyens disponibles en personnel.

Moyens techniques et chiffrage des fournitures nécessaires lui sont communiqués par les entreprises en activité et les chercheurs. Les professionnels de la santé, de l'environnement, de l'agronomie, etc. sont là pour prévoir, selon les cas envisagés, les retombées dans leurs domaines respectifs.

X — Je vous arrête : c'est ne pas respecter le secret des affaires, les secrets professionnels, les brevets d'exclusivité !

La Grande Relève — Bien sûr. Secrets et brevets n'ont de raison d'être que s'il s'agit de rivaliser avec des concurrents. C'est cet obstacle à la transparence qui disparaît quand l'objectif commun est de produire le mieux possible en disposant des meilleures techniques, les découvertes les plus récentes sont alors largement accessibles.

En outre, le débat démocratique n'a aucune raison de favoriser l'obsolescence programmée, mais au contraire le développement d'ateliers de réparations.

Et sortir de la loi du marché c'est aussi se débarrasser de la pression exercée par des lobbyistes, par exemple quand il s'agit d'empêcher la diffusion de produits dange-

SECRETS PROFESSIONNELS,

BREVETS, LOBBIES

OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

TRICHERIES

ONT LA MÊME MOTIVATION

reux ! C'est rendre inutiles fraudes, contrefaçons, tromperies sur les effets de certains médicaments. Dans le domaine de la santé, c'est même aller plus loin : alors que les médicaments sont aujourd'hui une énorme source de profits (surtout pour les laboratoires pharmaceutiques), comme sans doute bien des dépenses "curatives", se libérer de la loi du profit ne peut que favoriser le développement éminemment souhaitable de la médecine préventive et changer aussi bien des aspects actuels des professions médicales.

X — Et pourquoi pas aussi : adieu aux pesticides, aux armes, aux drogues...

La Grande Relève — Ils résultent, en effet, de la même motivation.

Reprenons. C'est à tous les niveaux appropriés (local, régional, etc.) selon le principe de subsidiarité et en disposant de toutes ces données que s'organise le débat de politique économique, quasi en permanence, au sein de ce qu'on peut appeler le Conseil Économique et Social (CES). Ces décisions établissent le projet de production où sont précisés ce qui va être produit, où, par quelles entreprises, dans quelles conditions, avec qui, avec quoi, quelles quantités sont prévues, où ces produits seront livrés et mis en vente, et à quels prix, etc.

X — C'est la planification à la soviétique !

La Grande Relève — Pourquoi «à la soviétique» ? Vous oubliez qu'en France, un Commissariat au Plan a existé dans les années 1950-70 et qu'il a largement contribué aux reconstructions et adaptations

nécessaires après la guerre.

Pas une seule entreprise, capitaliste ou pas, ne peut fonctionner sans avoir un plan, parce qu'avant de pouvoir produire quoi que ce soit il faut savoir ce qu'on veut faire et comment !

X — Le projet est donc destiné à préparer la production...

La Grande Relève — Oui, mais pas seulement. Le projet établit aussi l'estimation chiffrée, pour une période donnée, de la richesse qu'on a décidé de produire pour la mettre en vente ou pour l'échanger (contrats de troc) avec des richesses produites à l'extérieur.

C'est cette estimation qui fixe le montant de la masse monétaire qui est alors créée par la banque centrale.

X — Vous voulez dire que si telle région entreprend de produire pour un milliard en produits divers, il va y être créé un milliard en monnaie ? Mais ce sera l'inflation !

La Grande Relève — Non parce que cette nouvelle monnaie ne peut servir qu'à acheter son équivalent de produits : lors de tout achat, que ce soit d'un bien ou d'un service, elle est automatiquement annulée. La monnaie distributive ne circule pas. Son rôle est de faire passer les produits des producteurs aux consommateurs. Ce qui est bien le but de l'économie, non ? Puisque les produits se renouvellent, ne vous paraît-il pas logique que la monnaie pour les acheter se renouvelle au même rythme ?

Monnaie et produits sont ainsi deux flux qui s'écoulent en parallèle, et qu'il s'agit d'équilibrer.

X — Mais il y a des aléas. La réalisation n'est jamais tout à fait conforme aux prévisions...

La Grande Relève — Bien sûr que non, même si les informations sont d'autant plus fiables qu'il n'y a plus de raison de les cacher ou de les truquer.

Mais des erreurs sont toujours possibles, et

il y a des catastrophes imprévisibles. C'est pour cela que l'INSEE compare, en continu, les résultats qui lui sont communiqués avec les prévisions qui ont déterminé la masse monétaire. Et le pouvoir d'achat de cette monnaie est corrigé en permanence pour rectifier, rétablir l'équilibre entre les flux de production et de consommation.

X — Tout ça paraît bien compliqué.

La Grande Relève — Pas plus que ce que font aujourd'hui les traders. Les logiciels nécessaires pour assurer cet équilibre sont semblables à ceux qu'ils ont mis au point et qui fonctionnent dans le monde entier, 24 heures sur 24. Pour les adapter, il faut juste changer de point de vue !!

X — Mais une monnaie qui s'annule à l'achat, ça change complètement nos habitudes !

La Grande Relève — Pas pour tous les gens qui touchent si peu qu'ils ne peuvent rien mettre de côté ! Pour tous ceux dont les fins de mois sont difficiles, la monnaie actuelle est déjà une telle monnaie de consommation !

Et quand on poinçonne un billet de métro, quand on colle un timbre sur une lettre, on a bien l'habitude que ce moyen de paiement soit automatiquement périmé, "oblitéré" !

X — Et pourquoi cette restriction ? Est-ce qu'il n'est pas plus simple d'instituer des taxes (taxe Tobin, TTF sur les transactions financières...) pour réduire la spéculation ? Et pourquoi ne pas l'interdire ?

**C'EST LA POSSIBILITÉ
DE PLACER DE L'ARGENT
POUR QU'IL RAPPORTE
QUI CREUSE DE PLUS EN PLUS
LES INÉGALITÉS**

La Grande Relève — Parce que le milieu financier est devenu plus puissant que les gouvernements. Il dispose aujourd'hui des moyens de contourner toute loi qui interdirait telle ou telle spéculation, tel ou tel paradis fiscal, le "shadow banking" est bien au point, les transactions "sous la table" sont... monnaie courante, c'est bien le mot !

Aujourd'hui, «*l'argent va à l'argent*», hors de toute raison. Pour que la monnaie ne puisse plus «faire des petits» il faut qu'elle ne puisse pas être "placée", donc qu'elle ne circule pas.

Il faut insister sur ce point parce qu'il est passé sous silence. Il est ignoré alors qu'il est essentiel : c'est la possibilité de placer de l'argent pour qu'il rapporte qui creuse de plus en plus les inégalités, injustifiées, entre les fortunes.

Et c'est facile à comprendre : tout vient du fait que les intérêts sont proportionnels au capital placé.

Pour tous ceux qui ont à peine de quoi vivre (et ils sont largement majoritaires dans le monde !) c'est une source de revenu inaccessible.

Si le taux d'intérêt est de quelques pour cent, quand vous pouvez placer cent euros, vous en tirez quelques euros. Ceux qui peuvent placer un million ramassent quelques dizaines de milliers... Et à ceux qui placent un milliard, c'est plusieurs dizaines de millions qui tombent du ciel... ou plutôt du capitalisme, puisque c'est sur cette croissance exponentielle que ce système est fondé.

À ce taux, la différence est déjà énorme. Mais les investisseurs exigent maintenant des «retours à deux chiffres», ce qui veut dire des taux de plus de 10 % ! Par exemple, le rendement annuel des actions des multinationales de l'industrie pharmaceutique a atteint jusqu'à 27 %. Faites le calcul !

Voilà comment plus vous possédez, plus vous gagnez, sans rien faire. C'est automatiquement, mathématiquement, que l'écart se creuse, donc que les inégalités entre les êtres humains augmentent de plus en plus vite et hors de toute raison.

Faut-il que cette démesure puisse continuer ?

X — *Non, bien sûr. Mais comment une telle monnaie peut-elle être créée et annulée ?*

La Grande Relève — Comme l'est aujourd'hui la monnaie bancaire, c'est-à-dire comme l'essentiel (de l'ordre de 90%) de la monnaie utilisée pour les paiements.

La monnaie bancaire était scripturale à l'origine : des jeux d'écriture. Sa forme actuelle est maintenant informatique, numérique : les banques la créent par addition, l'annulent par soustraction sur les comptes informatisés de leurs ordinateurs, entre lesquels elle est transférée, au

sein du réseau informatique qui leur est réservé.

Cette forme est adaptée aux moyens performants qui existent, elle est bien rôdée, elle permet l'usage, très commode, des cartes bancaires comme moyens de paiement (et pour les détaillants comme moyen de gestion de leurs inventaires). Elle peut donc être conservée.

X — *Si la forme de la monnaie est la même, qu'est-ce qui change ?*

La Grande Relève — Sa raison d'être, l'organisme qui a le droit de la créer, et avec quel objectif. Aujourd'hui, ce sont des organismes **privés**, les banques, qui la créent, et dans leur **propre intérêt**, quand elles

**DANS LE CAPITALISME
PLUS VOUS POSSÉDEZ,
PLUS VOUS GAGNEZ...
C'EST MATHÉMATIQUE !
LES INÉGALITÉS NE PEUVENT
DONC QU'AUGMENTER !**

suite page 11 ● ● ●



«C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail et cette société ne sait plus rien des activités hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté.»
 Hannah Arendt

La confusion travail-activité est devenue si fréquente qu'il est de plus en plus difficile de distinguer dans le discours des uns et des autres de quoi l'on parle.

Ce qui disparaît, c'est le *travail salarié*, correspondant à un emploi dans la production marchande en échange d'un salaire. Ce *travail*, tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'existait même pas chez les grecs et les romains qui considéraient les activités issues de la nécessité, ou tâches laborieuses (artisanales, agricoles ou autres) comme dégradantes : la finalité de l'être humain libre devait être l'activité éthique et l'activité politique.

Aussi longtemps que la signification de la mutation technologique informationnelle ne sera pas acceptée par les responsables, ni expliquée à l'opinion publique, l'avenir si riche pour tous qu'elle pourrait offrir sera barré ; et cela au nom de la défense d'une économie de marché incapable par nature de maîtriser toute situation d'abondance et de répartir des richesses qui ne cessent d'augmenter avec de moins en moins de labeur humain.

Il faut porter au compte des résistances au changement une autre donnée centrale : la peur panique de la majorité des citoyens envers une vie privée des repères fournis par l'existence du travail salarié.

LA GRANDE PEUR D'UNE VIE SANS TRAVAIL SALARIÉ

Les trois siècles qui précèdent ont axé sur le travail salarié le cœur du "lien social" : c'est en fonction d'un travail dans un emploi rémunéré que se dispense l'éducation dans la jeunesse, c'est lui qui par la graduation des revenus détermine les niveaux sociaux de la vie active, c'est lui qui permet le financement de la retraite dans la dernière partie de la vie.

Si d'autres modes de répartition des richesses (assurant à chacun la disposition des richesses matérielles nécessaires à une vie confortable) se dessinaient, une interrogation ne manquerait pas de surgir : qu'allons-nous faire de notre vie ? Keynes l'écrivait déjà en 1930 : «*la lutte pour la subsistance nous paraît comme ayant toujours été jusqu'ici le problème primordial et le plus pressant de l'espèce humaine. Si le problème économique est résolu, l'humanité se trouvera donc privée de sa finalité traditionnelle... Pour la première fois depuis sa création, l'homme fera face à son véritable problème : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ?*». Nous y sommes. Et c'est une grande peur qui surgit. Notre éducation, notre culture, ne nous ont pas préparés à une vie dans laquelle les activités collectives de production de biens matériels et de services ne seraient pas la partie centrale de nos actions; nous n'avons pas appris à considérer le temps libre comme un bien en soi.

DE QUI EST-CE ?

1. «La vie n'est pas le travail. Travailler sans cesse rend fou.»

2. «Le temps libre devient la vraie mesure de la richesse.»

de gauche, pour peu qu'on soit clairvoyant et logique. L'idée de la finalité du travail n'est donc ni de droite ni Le second est Karl Marx. dans *Les chaînes qu'on abat*. Le premier est le général De Gaulle, cité par Malraux De deux dangereux révolutionnaires :

RÉPONSES

ouvrent des crédits pour leurs clients. Elles la gèrent en tenant les comptes. Elles l'annulent et encaissent les intérêts quand ces crédits leur sont remboursés.

Pour que l'économie ait enfin l'intérêt général pour objectif, un tel privilège doit être remis en question. On devrait même se demander comment il a pu être maintenu dans ce qu'on appelle pourtant les démocraties : il s'agissait d'un droit régalien, est-ce qu'avec la république, ce droit ne devait-il pas revenir au peuple ?

La forme informatique de la monnaie bancaire est donc adaptée à la monnaie distributive, mais c'est une institution publique, transparente et contrôlée, qui la crée et la gère en se conformant aux décisions de politique économique prises démocratiquement dans les CES, comme on vient de le voir.

Les pièces et les billets, qui sont faits pour circuler, sont donc exclus. Ne le regrettons pas : ils servent surtout au blanchiment d'argent sale et aux paiements "au noir" ! Et pour les petits achats, cette "menue monnaie" est déjà en train d'être remplacée par le porte-monnaie "électronique".

X — C'est donc la banque publique qui crée la monnaie, dans l'intérêt général. Comment ?

La Grande Relève — Par inscriptions sur deux types de comptes : les comptes des entreprises, pour acheter ce dont elles ont besoin pour produire, et les comptes individuels, destinés à la consommation.

Les entreprises dont les projets chiffrés ont été acceptés par les CES s'engagent par contrat à les exécuter comme prévu. La banque inscrit donc sur leurs comptes les sommes qu'elles ont demandées.

X — Donc la banque publique assure l'avance nécessaire aux entreprises comme le font aujourd'hui les investisseurs privés ?

La Grande Relève — Oui, sauf que ces entreprises n'ont rien à rembourser. Non seulement elles n'ont plus d'intérêts à payer à qui que ce soit, mais pas non plus d'impôts, ni de taxes quelconques, ni de cotisations sociales, puisque le fonctionnement de tous les services publics est financé de la même façon.

Et ça change tout !
Le travail n'a plus pour but d'augmenter le bénéfice d'un patron ou les dividendes des actionnaires, ni d'assurer qu'ils soient compétitifs pour gagner des marchés.

Le personnel de l'entreprise est le groupe des personnes qui se sont associées dans un projet commun soumis au CES. En signant le contrat correspondant quand le CES l'a accepté, elles se sont engagées à le réaliser ensemble, selon le financement prévu.

Il ne s'agit plus d'un "patron" et de "ses" employés, mais d'une coopérative, dont tous les membres, chacun dans sa fonction, ont le même objectif : remplir le mieux possible leur contrat et en fournir la preuve au moment d'en demander soit ensemble le prolongement, si tout s'est bien passé, soit pour en faire état pour d'autres projets si des changements sont souhaités.

**ON NE PEUT PLUS
CONDAMNER QUICONQUE,
SOUS PEINE DE
N'AVOIR PAS DE QUOI VIVRE,
À CHERCHER
SUR LE MARCHÉ
QUELQU'UN QUI NE LUI ACHÈTE
SON TRAVAIL
QUE
S'IL PEUT EN TIRER
PROFIT.**

X — Plus de patrons, plus d'employés, que des coopérateurs ! Bon. Mais comment leur travail est-il rémunéré ?

La Grande Relève — Oui, que des coopérateurs, mais la hiérarchie de leurs fonctions n'implique pas celle de leurs revenus.

Le travail n'est plus une marchandise. Au XXI^{ème} siècle, on ne peut plus condamner quiconque, sous peine de n'avoir pas de quoi vivre, à chercher sur le marché quelqu'un qui ne lui achète son travail que s'il peut en tirer profit.

La condamnation à ne manger qu'à la sueur de son front se justifiait dans les siècles passés quand la production étant surtout manuelle, artisanale, la menace de pénurie alimentaire était quasi permanente et rendait vitale la nécessité de produire.

Notre système économique a été conçu en ces temps où il fallait donc obliger tout le monde à travailler, et le plus possible.

Le progrès des connaissances dans tous les domaines, au siècle dernier, a si complètement changé nos moyens de production que nous sommes sortis de cette ère de rareté. Nous sommes entrés dans une ère d'abondance **potentielle**, en ce sens qu'il est devenu possible de remplacer du travail humain par celui de robots pour produire ce dont l'humanité a besoin pour se nourrir, s'abriter, se soigner, etc.

Cette "grande relève" se transforme aujourd'hui en chômage, alors qu'elle peut être du temps humain libéré, permettre de réduire le temps de travail nécessaire en le partageant mieux, développer des activités choisies : loisirs, culture, art, sport... et politique. À condition d'adapter notre système économique à cette évolution.

D'abord en reconnaissant que si nous disposons aujourd'hui de telles possibilités c'est grâce aux connaissances que les générations précédentes ont acquises et nous ont léguées.

Les richesses produites aujourd'hui en sont l'usufruit, il faut les partager parce que nous en sommes tous, au même titre, cohéritiers. Le **revenu inconditionnel**, assuré de la naissance à la mort, versé à chacun par la société dont il fait partie, et désigné, pour cette raison, par **revenu social**, est cette part d'héritage.

X — Est-ce que cela signifie qu'en économie distributive la totalité des revenus de chacun est la même pour tous ?

La Grande Relève — Recevoir une part de revenu, au titre de cet héritage commun, est un droit fondamental qui est reconnu à tous en économie distributive.

Or la richesse à partager n'est pas la même d'une région à l'autre puisqu'elle dépend d'un grand nombre de facteurs et des décisions du CES qui fixent, comme on l'a vu, les masses totales de monnaie.

La part de monnaie réservée en priorité pour la production assure aussi l'entretien de tous les services publics, (dont la plu-

part, comme la santé et la formation, sont d'accès gratuit), il n'y a donc plus **aucune raison de lever des impôts** ou des taxes sur quoi que ce soit.

Reste la masse destinée à la consommation, dont la répartition doit être débattue. Si la production et les services publics sont fixés à un minimum, juste de quoi assurer la survie de tous les habitants, l'égalité économique au niveau de base paraît la seule possibilité humainement défendable.

Dès qu'on décide de produire plus, on peut soit tout partager également, soit en réserver une petite fraction pour introduire de la souplesse : susciter, encourager certaines activités par des suppléments de revenus, **MAIS** en se gardant bien d'oublier qu'il n'y a pas d'égalité des droits politiques, donc de véritable démocratie, s'il n'y a pas égalité **des droits économiques**.

ON NE PEUT PLUS

MESURER LE SALAIRE

COMME ON LE FAISAIT

À L'ÉPOQUE

DU TRAVAIL À LA CHAÎNE

APPLIQUONS LE PRINCIPE MUTUALISTE

X — *Mais c'est l'abolition du salariat !*

La Grande Relève — Oui, bien sûr. Elle semble aussi difficile à défendre que le furent l'abolition de l'esclavage au 18^{ème} siècle, du travail des enfants au 19^{ème}, puis du repos hebdomadaire et des congés payés !

Mais elle est inévitable. La preuve, c'est qu'elle a déjà commencé, mais dans le mauvais sens ! Le salariat, tel qu'on le rêve encore, est moribond. Il se transforme, à toute allure, en **précarariat** : c'est Uber et autres en France, les "jobs de merde" en Allemagne et les "jobs à zéro heure" au Royaume-Uni, tous ces "petits boulots" mal payés, de durée souvent très courte, sans aucune garantie et sans protection sociale.

Et il est complètement irréaliste de nier que les technologies du numérique vont se développer pour la raison évidente qu'elles "permettent" de réduire encore plus la masse salariale.

En outre, on ne peut plus mesurer le salaire par le temps passé comme on le comptait à l'époque du travail à la chaîne. Les techniques modernes rendent impossible de faire la part dans la richesse produite de ce qui résulte du travail effectué par tel employé, celle de la formation qu'il a reçue, celle de ses capacités innées, celle du milieu dans lequel il a été élevé, celle de l'état des connaissances à son époque, celle des choix de l'organisation, des méthodes, etc.

Nous proposons d'appliquer le **PRINCIPE MUTUALISTE : toute la production est faite par l'ensemble des actifs, selon leurs capacités, et elle est partagée entre tous, actifs et inactifs, en fonction de leurs besoins.**

On n'a pas trouvé plus équitable !

Le revenu de chacun devient l'avance que lui fait la société humaine pour qu'il puisse devenir, être, et rester le plus longtemps possible, un citoyen heureux d'être actif et utile aux autres. Ce n'est plus le prix d'achat du travail qu'il a fourni.

X — *S'il est payé d'avance, il ne fera rien !*

La Grande Relève — Mais si ! Il reçoit une avance pour être ce citoyen heureux d'être actif et reconnu comme tel. N'est-ce pas ce à quoi chacun aspire ?

Et pourquoi trouve-t-on normal que les employés fassent aujourd'hui l'avance de leur travail, alors que pour les entreprises, c'est l'ordre inverse ?

Pour pouvoir vendre son travail il faut pourtant avoir *d'abord* acquit la force de l'effectuer.

En économie des besoins, la société commence par fournir à chacun, dès la naissance, tout ce dont il a besoin pour devenir... "un citoyen", plus précisément pour qu'il puisse, de la façon la plus autonome possible, épanouir sa personnalité en s'adonnant à une ou plusieurs activités par lesquelles il participe à la satisfaction des besoins de la société dont il fait partie.

L'éducation fait prendre conscience à chacun(e) de son appartenance à la société humaine, comprendre que celle-ci a besoin de sa coopération et que c'est par ses activités d'adulte qu'il (ou elle) va pouvoir être reconnu(e) et estimé(e) pour ses compétences et son altruisme.

Le but de l'enseignement, accessible à tous aussi longtemps que nécessaire, est de préparer à cette réciprocité entre individu et société.

Les activités correspondent ainsi aux capacités et aux aspirations de ceux qui les ont choisies, elles sont donc beaucoup mieux exercées que sous la menace de n'avoir pas de quoi vivre.

La population, moins stressée, a donc le temps et les moyens de s'informer et de réfléchir pour participer à la démocratie.

X — *Comment s'exerce pratiquement, au niveau individuel, ce choix des activités ?*

La Grande Relève — Comme évoqué précédemment, tout résident, homme ou femme bien sûr, fait au CES, une proposition pour s'engager par contrat dans une activité, en précisant dans quelles conditions et pour quelle durée. Un tel projet peut être individuel (artisanal, artistique, familial, ...) ou proposé par un groupe de personnes qui se sont entendues pour former une "coopérative". Le contrat signé ensuite avec le CES est, pour chaque participant, son "**contrat civique**". Et le bilan de ce qui a été ainsi réalisé s'ajoute, à échéance, à son "curriculum vitae", ce qui lui permet d'en faire état quand il ou elle en demande le renouvellement ou fait une autre proposition.

X — Alors tout le monde devient "intermittent" ?

La Grande Relève — Oui. Avec un revenu garanti et une sécurité sociale assurée, chacun peut ainsi "**piloter**" sa propre vie. Décider de travailler des années de suite sans relâche, prendre des années sabbatiques, mener de front plusieurs activités...

X — Et si personne ne propose de participer à une activité jugée indispensable ?

Quels contrôles pour veiller à qu'aucun tire-au-flan n'en profite pour ne rien faire du tout... ?

La Grande Relève — Rassurez-vous, ces questions font partie des détails auxquels plusieurs solutions peuvent être apportées. Quelques unes ont été imaginées, il y a plus de trente ans, dans le livre *Les Affranchis*. Par exemple, instaurer un **service civil** obligatoire pour assurer certaines urgences et aussi pour apprendre à être solidaire et à sortir de ses habitudes ; sa durée peut être de quelques mois, voire plus selon les besoins, par exemple entre 18 et 25 ans. Un **service de coopération**, échangé avec d'autres pays. Et rien n'empêche les CES de faire des propositions pour assurer des activités indispensables pour lesquelles aucun volontaire ne s'est présenté.

Et, rassurez-vous, la loi peut fixer un minimum d'engagement actif dû par chacun, entre 25 et 45 ans par exemple selon l'évolu-

tion de la productivité... et condamner les tire-au-flan que vous évoquez, si ce ne sont pas des malades et si c'est vraiment nécessaire, à quelque peine d'activité publique.

X — C'est changer bien des activités....

La Grande Relève — De toute façon, la plupart vont devoir changer pour s'adapter aux nouvelles technologies et aux impératifs du climat et de l'énergie.

Mais ce qu'il est important de souligner c'est combien sont humainement souhaitables, et inédites, celles qui sont ouvertes quand on se libère de l'orientation imposée par la quête du gain financier.

Nous n'avons fait qu'en évoquer quelques unes, au passage : à propos de l'éducation et de la formation, ce qui mérite pourtant un plus long développement, et dans le domaine de la santé, l'ouverture de la médecine à la prévention. Nous avons montré que la démocratie économique fait de la politique une activité ouverte à tous. On aurait pu mentionner la levée des contraintes exercées sur la presse et les moyens d'information... Laissons le lecteur imaginer l'intérêt des activités de recherche quand elles ne sont plus orientées a priori vers des applications immédiatement rentables.

Et celui des activités artistiques quand elles échappent à toute avidité commerciale.

Le changement dans l'activité des détaillants... n'est pas un détail. Ils ont toujours la responsabilité de la gestion de leur magasin, simplifiée par les paiements informatisés. Mais leur rôle d'intermédiaire ne consiste plus à pousser à l'achat, et de préférence à celui qui leur "rapporte". Il devient celui d'informateur, et doublement : faire part aux fournisseurs des critiques, des souhaits et des compliments des clients, et informer la clientèle en transmettant leurs réponses, qui ne peuvent être qu'objectives, sur la fabrication de leurs produits.

X — Vous rêvez : vous croyez que "tout le monde, il est bon" ! Alors que les hommes sont naturellement méchants.

La Grande Relève — On ne peut plus affirmer que tout le monde est, "naturellement",

soit méchant, soit bon. On sait maintenant que le comportement d'un être humain dépend très peu de l'inné, beaucoup plus de la façon dont il a été entouré dès ses premiers mois, de l'éducation qu'il a reçue... ou pas reçue, son entourage est déterminant. Or le "chacun pour soi" capitaliste incite à la guerre permanente de tous contre tous pour "arriver", alors, comment voulez-vous que la société soit conviviale quand les enfants sont entraînés dès l'école à la compétition ?

Quand ce qui "paie" c'est jouer des coudes pour "gagner", quand on prend l'habitude de mépriser les autres pour passer devant eux, à quoi aboutit-on ?

— Forcément à faire d'un milliardaire comme Donald Trump le modèle à suivre !

Le cancer qui ronge notre société étant cette idéologie du profit, la thérapie de choc nécessaire c'est se débarrasser de la finance capitaliste qui a mené l'être humain à devenir ainsi l'adversaire de ses semblables !

X — *On est en pleine utopie...*

La Grande Relève — Effectivement, en ce sens que la démocratie économique n'existe nulle part.

Mais il s'agit d'une utopie réaliste, parce que les moyens de la réaliser existent déjà et qu'ils se développent de plus en plus vite.

Alors que l'illusion, c'est croire sans raison que nous traversons une "crise", autrement dit que les difficultés actuelles ne sont "que" passagères...

Car l'humanité est en pleine mutation, notre organisation économique est dépassée, elle n'est pas adaptée aux moyens actuels, encore moins à ceux qui se préparent... il faut donc faire preuve d'imagination pour que l'utopie d'aujourd'hui fasse la réalité demain.

Il est bien évident que le chemin peut être long. Malheureusement rien n'assure qu'on dispose encore de beaucoup de temps, il est donc urgent de prendre la bonne direction.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, régime intérieur pour la Poste.23 euros.
(soutien : + 14 euros par an, par exemplaire en plus chaque mois)

DOM26 euros.

TOM29 euros.

RÉGIME INTERNATIONAL, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :

Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) 29 euros.

Zone 2 (autres pays européens)27 euros.

Zone 3 (Canada, États-Unis,...)30 euros.

Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque, bancaire ou postal, établi à l'ordre de **La Grande Relève** et envoyé

88 Bd Carnot

78110 Le Vésinet

France

N° de compte à la banque postale 1340239M020

IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016

BIC : PSSTFRPPPAR

- JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR.....
- JE M'ABONNE À EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N°

ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE (merci d'écrire des majuscules) :

M., Mme, ou Melle, prénom, nom :

immeuble (éventuellement) :

N° et voie :

code postal et commune : pays.....

- JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS :

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DEeuros

PAR CHÈQUE N°..... (préciser la banque) :

DATE :

SIGNATURE :



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ÉLIE (4 euros).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000



Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).



• D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (2 euros chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

*(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement,
impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)*

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, seulement le lundi après-midi : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : [http : // www.economiedistributive.fr](http://www.economiedistributive.fr)

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)